

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

PISCINES OUVERTES A L'ANNÉE

DE LA

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

SAUMUR VAL DE LOIRE

Piscines de Saumur
Val de Thouet
Offard

Piscine de Doué-en-Anjou
Centre aquatique « les Fontaines »

Piscine de Longué-Jumelles
Centre aquatique « Philippe RIVAIN »

Article 1. Accès dans les piscines communautaires

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20221020-2022-091-DB-DE
Date de publication : 26/10/2022
Date de réception préfecture : 26/10/2022

Les Piscines Communautaires sont ouvertes aux usagers suivant un calendrier d'utilisation établi par la Communauté d'Agglomération : cette dernière fixe les jours et heures d'ouvertures et se réserve le droit de pouvoir les modifier le cas échéant, y compris de manière exceptionnelle pour l'organisation de toute manifestation sportive ou autre.

En cas d'affluence, la durée de bain pourra être limitée sans que cette mesure n'entraîne une réduction de tarif.

Les usagers pénétrant dans les piscines communautaires sont réputés avoir pris connaissance du Règlement Intérieur et s'engagent à s'y conformer. En cas de non respect du présent règlement, l'utilisateur peut voir sa responsabilité engagée.

Article 2. Conditions d'admission

Le public est admis après avoir acquitté à la caisse le droit d'entrée contre remise d'un titre d'accès, suivant les tarifs en vigueur et affichés.

Les enfants de moins de 3 ans seront admis gratuitement dans les Piscines Communautaires, sous réserve d'être accompagnés d'une personne majeure.

L'accès des enfants de moins de 8 ans, non accompagnés d'une personne majeure, n'est pas autorisé.

Toute personne ne semblant pas dans un état normal (ivresse, tenue incorrecte, propos malséants, etc...) se verra refuser l'entrée.

La délivrance des titres sera arrêtée une demi-heure avant la fermeture des établissements. L'évacuation des bassins se fera 20 minutes avant la fermeture.

La délivrance de brevet de natation se fait après avoir acquitté un droit d'entrée adulte ou enfant.

Aucun animal n'est autorisé dans l'enceinte des Piscines.

Les spectateurs, visiteurs ou accompagnateurs n'ont accès qu'aux locaux et aires qui leur sont réservés.

Selon le décret n° 81.324 du 7/04/81, article 8, la fréquentation maximale instantanée (FMI) des piscines est fixée comme suit :

- | | | | |
|-------------------|-----------------|---------------|----------------------------|
| ● Val de Thouet | FMI baigneurs = | 533 personnes | FMI public = 700 personnes |
| ● Offard Hiver | FMI baigneurs = | 248 personnes | |
| ● Doué-en-Anjou | FMI baigneurs = | 375 personnes | |
| ● Longué-Jumelles | FMI baigneurs = | 417 personnes | |

La FMI est affichée à l'entrée des établissements. En cas d'atteinte de la FMI la vente de la billetterie sera suspendue pendant toute la durée où l'effectif maximal est observé.

Article 3. Tenue et hygiène

L'usage des cabines ou vestiaires est obligatoire pour le déshabillage et le rhabillage. En aucun cas les vêtements sont gardés pour accéder aux bassins.

Dans les piscines couvertes les habits sont déposés dans les casiers vestiaires. Ces casiers nécessitent pour leur verrouillage une pièce de monnaie ou un jeton qui se récupère lors de la reprise des vêtements.

Dans toutes les piscines, les utilisateurs sont tenus de conserver avec eux le bracelet numéroté jusqu'au moment de la reprise de leurs biens. En cas de perte du bracelet, le retrait des vêtements ne s'effectuera qu'à la fermeture de l'établissement, et sur un justificatif d'identité.

La responsabilité de la Communauté d'Agglomération ne saurait être recherchée en aucune façon en cas de disparition de vêtements, d'objet ou argent non remis au préposé.

Le port du maillot de bain (une ou deux pièces) ou du slip/boxer de bain moulant est obligatoire aux douches, bassins, plages, terrasses et gradins. Toute autre forme de maillot de bain (shorts de bain, bermudas, caleçons, paréo, t-shirt) n'est pas autorisée. Les baigneurs ne sont admis que dans un état de propreté absolu. A cet effet, la douche, le savonnage et le rinçage sont obligatoires avant l'accès aux

bassins, ainsi que le passage par les pédiluves. Le refus de leur usage entraîne automatiquement

l'interdiction d'entrer.

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20221020-2022-091-DB-DE

Date de télétransmission : 26/10/2022

Date de réception en préfecture : 24/10/2022

Le port du bonnet de bain est obligatoire.

Seuls les agents communautaires et les personnes intervenant à titre professionnel autorisés par le responsable de l'établissement sont habilités à porter des vêtements de travail autres que la tenue de bain réglementaire.

Il est interdit de tenir des propos ou d'avoir des comportements pouvant porter atteinte aux bonnes mœurs.

Les prises de vue photographiques ne peuvent être faites qu'à des fins personnelles, sur autorisation expresse du responsable des piscines et sous l'entière responsabilité des requérants. L'usage de tous appareils bruyants pouvant nuire à la tranquillité des autres baigneurs, n'est pas autorisé.

Article 4. Sécurité

L'accès aux non nageurs, même munis de ceintures de natation, de brassards ou de bouées, n'est pas autorisé dans les parties des bassins où ils n'ont pas pied. Une tolérance est toutefois admise pour les enfants munis de ces accessoires lorsque l'affluence le permet et sous la surveillance d'un adulte qui reste responsable.

Dans l'enceinte des piscines communautaires, il est interdit :

- de se tenir à proximité ou sur les grilles d'évacuation d'eau situées sur les fonds des bassins.
- d'utiliser des masques et tubas, des palmes ou autre matériel de natation en dehors des lignes de nages spécifiques.
- d'utiliser des chambres à air, matelas pneumatiques et autres équipements gonflables volumineux.
- d'apporter des objets pouvant se briser ou occasionner des blessures (tels que verres, bouteilles, flacons de parfums, métal).
- de lancer tous objets pouvant faire office de projectile et pouvant blesser (balles de tennis de golf ...).
- de se livrer à des jeux de balles aux pieds sur les plages.
- de fumer dans l'ensemble de l'équipement.
- de courir autour des bassins.
- de pousser ou de tirer à l'eau une personne se trouvant sur la plage.
- de plonger dans le ou les petit(s) bassin(s).
- de se livrer à des actes ou jeux violents, dangereux ou gênants pour les autres baigneurs.
- de jeter dans le bassin toutes sortes d'objets (cailloux, billes ou autres matériaux non flottants).

La pratique des apnées statiques ou en mouvement est formellement interdite.

Article 5. Plans de l'Organisation de la Sécurité et des Secours

Les POSS des établissements de Saumur Val de Loire sont annexés au présent Règlement Intérieur. Un exemplaire est tenu à la disposition du public à l'accueil de chacune des piscines.

Conformément aux dispositions des POSS, certaines zones ou l'ensemble des plans d'eau pourront être évacués par les Maîtres Nageurs Sauveteurs chargés de la surveillance, dès l'instant où les conditions optimales de sécurité pourraient ne pas être assurées pour quelque raison que ce soit.

Article 6. Discipline

Le Responsable d'Exploitation des établissements, le Chef de Bassin, les maîtres nageurs ainsi que les autres membres du personnel sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de faire régner l'ordre et la discipline à l'intérieur des piscines.

Ils sont également chargés de l'application du présent règlement.

Les baigneurs sont tenus de se conformer immédiatement aux remarques voire aux injonctions faites par le personnel, qui devra faire preuve de la plus grande correction.

Article 7. Sanctions

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20221020-2022-091-DB-DE
Date de diffusion : 26/10/2022
Date de réception en préfecture : 10/10/2022

Les infractions au présent règlement seront sanctionnées par :

- Rappel à l'ordre.
- Expulsion temporaire ou définitive.
- Procès-verbal.
- Action judiciaire.

En cas de troubles graves à l'ordre public, le responsable de l'établissement ou son représentant désigné pourra faire appel aux forces de l'ordre.

Article 8. Responsabilités

1) Responsabilité de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération décline toute responsabilité dans les cas suivants :

- accident ou incident consécutif à une inobservation du présent règlement.
- accident ou incident dont la cause ne proviendrait pas, soit d'une faute des agents, soit d'une faute dans le fonctionnement de l'établissement.
- pertes ou vols dans l'enceinte des piscines.

Les objets perdus dans les établissements et trouvés par le personnel des piscines peuvent être récupérés tous les jours, aux comptoirs d'accueil des piscines, aux heures d'ouverture. Ils sont conservés pendant 1 mois. Passé ce délai, ils seront déposés au service de la police municipale qui est chargé de leur gestion, aux heures d'ouverture de celui-ci.

2) Responsabilité des usagers

Les usagers sont responsables pécuniairement de toutes les dégradations qu'ils pourraient causer par leurs faits et gestes, soit directement, soit du fait de leurs enfants mineurs.

Ils sont responsables de tous incidents ou accidents qui pourraient survenir à eux-mêmes ou aux tiers du fait de l'inobservation du présent règlement.

Article 9. Enseignement des activités aquatiques

Dans ses piscines, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit exclusif de l'enseignement des activités aquatiques.

En conséquence, en dehors des séances scolaires dûment accréditées, il est interdit à quiconque d'y pratiquer l'apprentissage de ces activités, sauf convention spécifique.

Article 10. Établissements d'enseignement

Les Piscines communautaires sont ouvertes aux établissements d'enseignement publics et privés, aux conditions fixées par la Communauté d'Agglomération, selon un planning d'utilisation établi annuellement par l'Administration Communautaire en accord avec les autorités académiques et les représentants des établissements d'enseignement.

Les élèves resteront toujours sous la responsabilité du personnel enseignant (instituteurs, maîtres ou professeurs) qui devra faire respecter les textes officiels concernant la natation scolaire publiés par l'Éducation Nationale.

Article 11. Associations sportives

Les bassins peuvent être mis à la disposition des associations sportives légalement constituées et affiliées aux fédérations régissant la natation, le sauvetage et le sport subaquatique, ou les sports nautiques pour les seuls entraînements de leurs adhérents et aux conditions fixées par le Conseil Communautaire. Il est interdit à ses associations de sous-louer les équipements mis à leur disposition. Ces associations devront respecter toute réglementation ou condition d'utilisation fixée par le Ministère de la Cohésion Sociale, leur Fédération ou l'Administration Communautaire. Une convention spécifique précisant les règles de sécurité et de surveillance ainsi que les modalités d'assurance sera passée avec chacune des associations concernées.

Le non-respect de ces dispositions dûment constaté par le service gestionnaire des piscines, amènera soit une réduction, soit une suppression temporaire ou définitive des autorisations d'utilisation des bassins.

Article 12. Autres groupes

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20221020-2022-091-DB-DE
Date de télétransmission : 26/10/2022
Date de réception préfecture : 20/10/2022

Les structures sont accueillies pendant les séances publiques à condition de respecter le taux d'encadrement déterminé par l'article R227-13 de l'arrêté du 25 avril 2012 du Code d'Action Sociale et des Familles. Il est rappelé que l'encadrement doit être assuré à raison d'un responsable sachant nager pour 8 enfants âgés de 6 ans (ou plus) et d'un responsable pour 5 enfants lorsqu'ils sont âgés de moins de 6 ans. Le responsable de la structure doit signaler son arrivée à l'agent d'accueil qui en informe le maître nageur sauveteur chargé de la surveillance. Il complète le document de déclaration précisant le nombre et l'âge des enfants, ainsi que le nombre d'encadrants. Les groupes doivent utiliser les vestiaires collectifs, la garde de leurs vêtements étant placée sous la responsabilité exclusive de leurs professeurs, moniteurs ou accompagnateurs.

Ces derniers devront :

- assurer la surveillance et l'encadrement de leur groupe dans et autour des bassins, ne pouvant de ce fait se décharger de leurs responsabilités sur le personnel communautaire.
- veiller à l'application constante du présent règlement par leurs effectifs.
- respecter toute consigne ou instruction donnée par les responsables des piscines.

Article 13. Équipements spécifiques

13 - 1 : GRADINS / PLAGES / PELOUSES

L'acquittement du droit d'entrée est obligatoire pour accéder aux solariums.
La plus grande décence et la plus grande propreté doivent y être observées.

Les usagers doivent s'abstenir de jeter ou d'abandonner sur les plages des détritiques, emballages ou autres objets salissants.

Le pique-nique est toléré uniquement après autorisation des maîtres-nageurs, sur les pelouses de l'espace jeux.

13 - 3 : TOBOGGAN - PISCINE DU VAL DE THOUET / DOUÉ-EN-ANJOU / LONGUÉ-JUMELLES

L'usage de cet équipement se fait aux risques et périls des usagers, auxquels il est recommandé de s'assurer que leur niveau de pratique de la nage leur permet de rejoindre facilement la zone où ils ont pied.

La descente s'effectue obligatoirement 1 par 1, en respectant les consignes de sécurité. La zone d'attente se situe au pied de l'escalier. Les ralentissements ou arrêts en cours de glissade ne sont pas autorisés. La glissade s'effectue en position assise ou allongée mais en aucun cas sur le dos tête en avant. A l'arrivée, la personne doit impérativement et immédiatement sortir de l'aire de réception.

13 - 4 : BAINS BOUILLONNANTS - PISCINE DU VAL DE THOUET

L'usage des bains bouillonnants est réservé au public muni d'un ticket d'entrée. L'accès n'est pas autorisé aux non nageurs. Chaque bain bouillonnant ne peut accueillir plus de 6 personnes à la fois. La plus grande décence et la plus grande propreté doivent y être observées. Les usagers devront se conformer aux prescriptions spécifiques complémentaires éventuelles affichées à proximité de ces appareils.

13 - 5 : SOLARIUM - PISCINE DU VAL DE THOUET

L'usage du solarium est exclusivement réservé aux adultes. La plus grande décence et la plus grande propreté doivent y être observées.

SALLE FITNESS ET MUSCULATION **Doué-en-Anjou**

Article 14. Abonnement

L'accès à l'espace de remise en forme est exclusivement réservé aux adhérents porteurs de la carte magnétique, remise lors de l'adhésion. L'adhérent muni de sa carte de membre, est autorisé à pénétrer dans le club et à utiliser les installations dans le cadre des horaires affichés et en fonction de la formule d'abonnement.

La collectivité se réserve le droit de modifier les jours et heures de cours selon la demande et la fréquentation.

Les horaires d'ouverture sont modifiés en période estivale.

Il est obligatoire de passer sa carte devant le boîtier d'ouverture de porte.

Un certificat médical est exigé pour la pratique du fitness et de la musculation.

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20221020-2022-091-DB-DE
Date de télétransmission : 20/10/2022
Date de réception en préfecture : 26/10/2022

Les souscriptions annuelles sont strictement personnelles et se terminent à date fixe.
La carte d'adhérent n'est pas cessible, ni transmissible.

L'adhérent reconnaît à la direction le droit d'exclure de l'établissement sans préavis, ni indemnité :

- En cas de prêt à une tierce personne
- S'il apparaît un événement non conforme au présent règlement
- En cas de fraude, falsification ou vol
- En cas d'attitude ou comportement qui serait contraire aux bonnes mœurs ou notoirement gênant pour les autres membres et qui pourrait porter atteinte à la bonne marche de l'établissement.
- En cas de chèques sans provisions ou d'impayés.

Article 15. Objets personnels

L'adhérent déposera ses affaires personnelles dans les vestiaires destinés à cet effet, ceux-ci ne faisant pas l'objet d'une surveillance, la collectivité décline toute responsabilité en cas de vol. Des casiers sont à disposition de l'adhérent en gage d'un jeton de caddy ou d'une pièce d'un euro.

Le parking, non surveillé, est accessible à tous. L'établissement décline toute responsabilité en cas de perte, vol, dommages ou accidents.

Article 16. La sécurité

L'âge minimum d'inscription au club est de 16 ans révolu.

MUSCULATION :

- La fixation des poids sur les barres est obligatoire.
- L'utilisation des appareils non guidés (développé couché et exercices d'haltères), n'est pas autorisée, lorsque vous êtes seul dans la salle de musculation.
- Le port de baskets est obligatoire pendant les cours collectifs et en salle.

Les enfants sont tolérés de façon exceptionnelle, ils sont sous la responsabilité de leurs parents et sont tenus de ne pas monter sur les appareils.

Article 17. Hygiène

L'accès à la salle ne peut se faire qu'avec des baskets propres réservées exclusivement à cet usage. Par mesure d'hygiène, l'utilisation d'une serviette, apportée par l'adhérent, est obligatoire sur le matériel. Une tenue de sport, adaptée à la pratique des activités de la remise en forme, est obligatoire.

Le Directeur des Politiques sportives et les Responsables de service des piscines communautaires, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent règlement intérieur.

Le présent règlement intérieur sera notifié au Maire de Saumur, de Doué-en-Anjou et de Longué-Jumelles.

Le directeur général de l'administration est chargé de l'exécution du présent règlement intérieur, qui sera

- Transmis à Monsieur le Sous Préfet de l'arrondissement de Saumur.
- Transmis aux autorités de Police.
- Transmis au Directeur Régional de la Cohésion Sociale.
- Affiché au lieu habituel d'affichage, au siège de la communauté d'agglomération.
- Affiché sur les piscines concernées.
- Publié au : recueil des actes administratifs du ... semestre ... de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire.

Ce règlement intérieur prendra effet à la date à laquelle il sera exécutoire.